

Bilan de l'industrie québécoise du capital de risque pour le 2^e trimestre 2002



L'instabilité du marché public, causée par l'érosion rapide de la valeur des titres des télécommunications au cours des derniers mois, a eu de lourdes retombées sur l'industrie québécoise du capital de risque au 2^e trimestre 2002. Entre avril et juin, l'industrie québécoise a investi 192 millions de dollars, soit 39 % de moins que les 317 millions de la même période en 2001. Au 2^e trimestre, 98 sociétés ayant leur siège au Québec ont reçu des capitaux, soit une baisse de 12 % par rapport au nombre de firmes financées l'année précédente.

Ces résultats marquent la première contraction importante de l'activité au Québec depuis le début du ralentissement du marché il y a près de dix-huit mois. Toutefois, l'activité au Québec s'est révélée plus durable que celle de l'industrie canadienne dans son ensemble, qui a enregistré une chute de 69 % dans les mises de fonds, passant de 1,3 milliard de dollars au 2^e trimestre 2001 à 416 millions cette année. Les tendances au Québec et au Canada se rapprochent maintenant de celles qui sont évidentes aux États-Unis depuis le milieu de l'année 2000 et qui se sont manifestées de nouveau au deuxième trimestre quand les mises de fonds américaines ont fléchi de 53 % par rapport au 2^e trimestre 2001.

L'industrie québécoise domine maintenant l'industrie canadienne dans les indicateurs clés, avec 46 % de toutes les mises de fonds et 52 % des sociétés financées par du capital de risque. Dans une proportion significative, ce fait est attribuable à l'intensité quelque peu plus forte de l'investissement dans les sciences de la vie par rapport aux communications et aux autres secteurs TI qui ont connu une contraction beaucoup plus importante de leur activité.

On constate toutefois une situation encourageante au niveau de la mobilisation de fonds qui est demeurée intense. En effet, les nouveaux capitaux engagés dans des sociétés en commandite (SC) gérés par des fonds privés-indépendants au Canada ont encore augmenté au 2^e trimestre, portant à 567 millions de dollars le total pour six mois, soit 17 % de plus que les 483 millions mobilisés par des SC privées pendant toute l'année 2001.

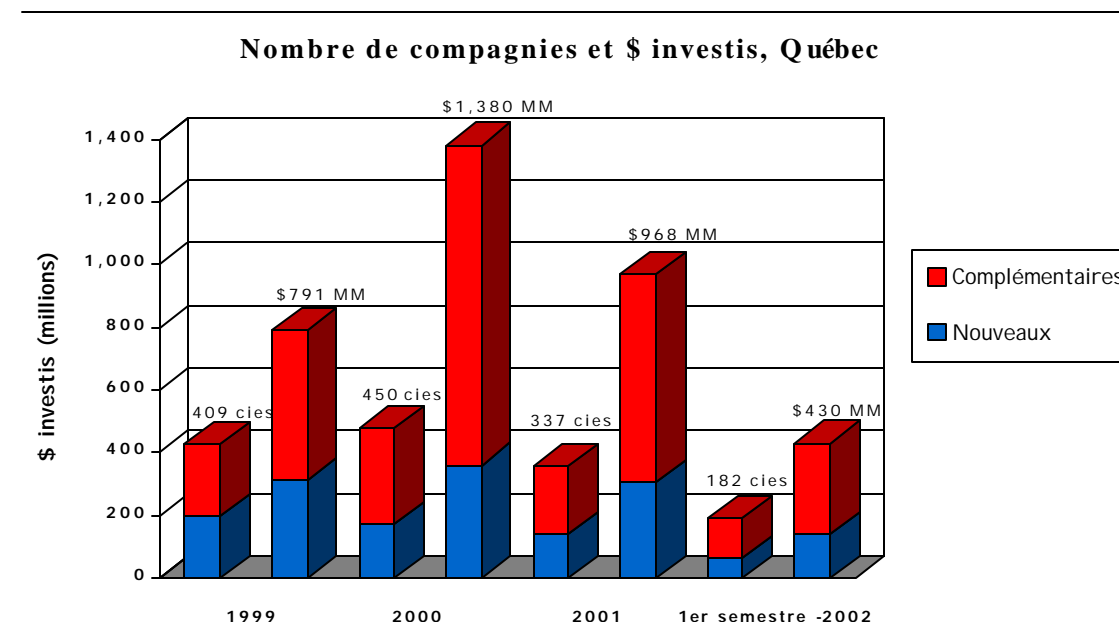
Avis de modification des données

Pour rester à la pointe des tendances dans l'industrie canadienne du capital-risque, Macdonald & Associates met constamment à jour toute l'information financière sur les compagnies. Pour cette raison, les données d'ensemble actuelles et historiques sont sujettes à modification. Les usagers du site Web doivent par conséquent être à l'affût des révisions apportées aux statistiques trimestrielles et annuelles pour l'ensemble de l'industrie et pour les catégories particulières.

Ralentiement marqué de l'activité québécoise au 2^e trimestre

À la suite de la volatilité renouvelée du marché public, y compris l'érosion massive du cours des actions de télécommunications, l'industrie du capital de risque au Québec a subi un ralentiement marqué au deuxième trimestre de 2002. Entre avril et juin, l'industrie québécoise a investi 192 millions de dollars, soit une baisse de 39 % par rapport aux 317 millions qu'elle avait déboursés pendant la même période en 2001. Au 2^e trimestre, des capitaux ont été affectés à 98 sociétés québécoises, comparativement à 111 il y a un an, soit une baisse de 12 %.

L'activité transactionnelle au Québec a décliné elle aussi, avec 98 rondes de financement et 177 investissements cette fois, en comparaison de 111 transactions et 204 investissements au 2^e trimestre de 2001.



Toutefois, au 2^e trimestre, l'activité au Québec s'est révélée plus durable que celle de l'industrie canadienne dans son ensemble, où les mises de fonds ont enregistré une chute de 69 %, passant de 1,3 milliard de dollars l'an dernier à 416 millions au 2^e trimestre cette année. Avec un total de 188, le nombre de sociétés canadiennes financées par du capital de risque a également fléchi – mais par un pourcentage plus modéré, 20 % — en comparaison de 236 firmes l'année précédente.

Ces résultats marquent la première contraction importante de l'activité au Canada et au Québec depuis le début du ralentiement du marché il y a près de dix-huit mois. Ainsi, les tendances du 2^e trimestre au Québec et au Canada se rapprochent de celles qui ont été évidentes sur une base trimestrielle consécutive dans l'industrie du capital-risque américaine depuis le milieu de l'année 2000. Le capital investi aux États-Unis, qui était de 12 milliards de dollars US au 2^e trimestre de 2001 a chuté de 53 % au 2^e trimestre de 2002 pour se situer à 5,7 milliards de dollars US.

Il est clair que l'industrie québécoise réagit au retard de rétablissement des possibilités de sortie, particulièrement dans les marchés des PAPE et des acquisitions. L'instabilité renouvelée des bourses signifie que les professionnels du capital de risque doivent projeter de prolonger les pistes de développement pour les sociétés de portefeuille, en partie en conservant davantage les ressources et en se positionnant pour la prochaine reprise du marché.

Les mises de fonds québécoises ont elles aussi été bien inférieures aux 237 millions de dollars enregistrés au premier trimestre quand l'activité a inscrit une hausse de 11 % en valeur comparativement à la même période en 2001. Les mises de fonds à l'échelle canadienne ont subi une chute beaucoup plus sévère, de 756 millions de dollars qu'elles étaient au 1^{er} trimestre, surtout en raison d'une diminution des investissements dans le secteur des communications et des réseaux, ce qui a affaibli les sommes investies en Ontario au 2^e trimestre.

L'aspect positif, c'est que l'industrie québécoise domine maintenant le reste du pays dans les indicateurs-clés du marché. À la fin du deuxième trimestre, le Québec avait capté 46 % de toutes les mises de fonds au Canada de même que 52 % du total des sociétés financées par du capital de risque. Dans une proportion significative, ce fait est attribuable à l'intensité quelque peu plus forte de l'investissement dans les sciences de la vie par rapport aux autres secteurs technologiques qui ont connu une contraction beaucoup plus importante de leurs activités.

Comme ce fut le cas depuis le début du ralentissement du marché, l'industrie québécoise a continué d'investir de préférence dans les sociétés en portefeuille existantes qui ont absorbé 65 % du total. Ceci dit, la part du Canada dans son ensemble a été de 72 %, ce qui suggère que le Québec continue d'encourager un financement plus élevé dans les sociétés en quête de capital de risque pour la première fois.

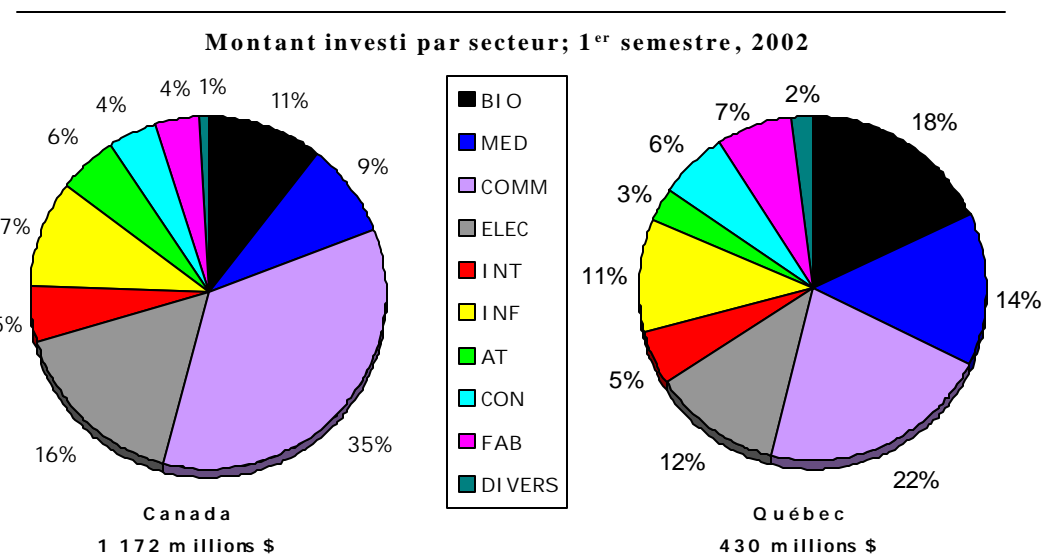
À deux millions de dollars, la somme moyenne investie par compagnie au Québec a été de beaucoup inférieure au 2^e trimestre, du moins en comparaison de la moyenne de 2,9 millions de dollars pour la même période en 2001.

Les sciences de la vie, clé de l'activité au Québec

Tel que noté précédemment, la présence plus forte des sciences de la vie dans le secteur de la technologie a contribué substantiellement à la durabilité de l'activité de l'industrie québécoise par rapport à celle du pays dans son ensemble au deuxième trimestre. À l'échelle nationale, le capital investi en biotechnologie et dans les autres firmes de sciences de la vie a chuté de 53 % en comparaison de la même période en 2001; toutefois, ce type de compagnie a réussi à s'accaparer 125 des 416 millions de dollars investis au total. De ces 125 millions, 82 – ou 66 % – ont été attribués à des firmes québécoises.

Ce fait suggère que les sciences de la vie au Québec ont continué de démontrer une certaine endurance malgré la contraction générale de l'activité dans le domaine du capital de risque. Au total, 20 compagnies québécoises de sciences de la vie ont capté la plus grande part des dollars investis entre avril et juin, soit 43 % de toutes les mises de fonds du 2^e trimestre dans la province. Le capital investi dans ce secteur a toutefois fléchi de 20 % par rapport aux 103 millions de dollars investis dans 22 firmes il y a un an.

Il est clair que la taille des financements des entreprises du secteur des sciences de la vie était un facteur d'influence cette fois; la moyenne a été de 4,1 millions de dollars, en comparaison de 4,7 millions pendant la même période de 2001. Les transactions d'importance (c.-à-d. de plus de 5 millions) au 2^e trimestre de 2002 ont été principalement accordées dans les secteurs des instruments/équipement médicaux et de la biopharmacie où l'on retrouve des firmes québécoises importantes telles Adaltis, BioAxone Therapeutic, Ecopia Biosciences, LAB International et Cynovad.



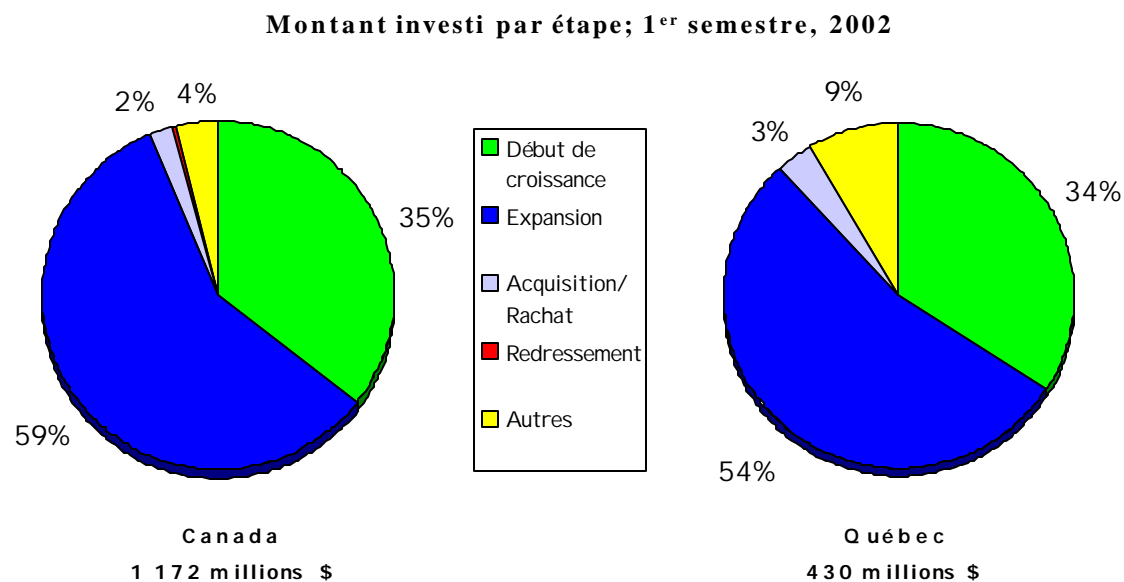
À 71 millions de dollars, les fonds attribués aux firmes québécoises de la TI ont baissé de plus de 58 %, comparativement aux 168 millions injectés au cours de la même période l'an dernier. Avec en tête une mise de fonds importante accordée à SpaceBridge Semiconductors, le secteur des semi-conducteurs, de l'électronique et du matériel informatique s'en est le mieux tiré : 12 firmes ont capté 27 millions de dollars, soit 14 % du total du capital investi. Venait au deuxième rang le secteur des communications et des réseaux, avec 23 millions, soit une part de 12 %, investis dans six compagnies québécoises, dont Versatel Networks.

Malgré un placement important dans SGDL Systems, les firmes de logiciels et liées à Internet n'ont reçu que 15 millions et 6 millions chacune, ce qui représente une baisse respective de 63 % et de 54 % par rapport aux montants qui leur avaient été versés l'an dernier.

Tel qu'indiqué plus tôt, le secteur des sciences de la vie a dominé le pays au deuxième trimestre, s'appropriant la plus grande part de toutes les ressources de l'industrie canadienne (30 %), suivi par les semi-conducteurs, l'électronique et le matériel informatique (15 %), les communications et des réseaux (12 %), les logiciels (11%) et l'énergie et la technologie environnementale (7 %).

La plupart des entreprises québécoises financées par du c-r sont encore jeunes

Fidèle à la tendance amorcée l'an dernier, l'industrie québécoise a continué de privilégier les compagnies exceptionnellement jeunes au deuxième trimestre. Des 98 entreprises financées par du capital de risque, 44, soit 45 %, étaient au niveau du prédémarrage, du démarrage ou du début de croissance; elles ont absorbé 52 millions de dollars, soit 27 % des mises de fonds globales.



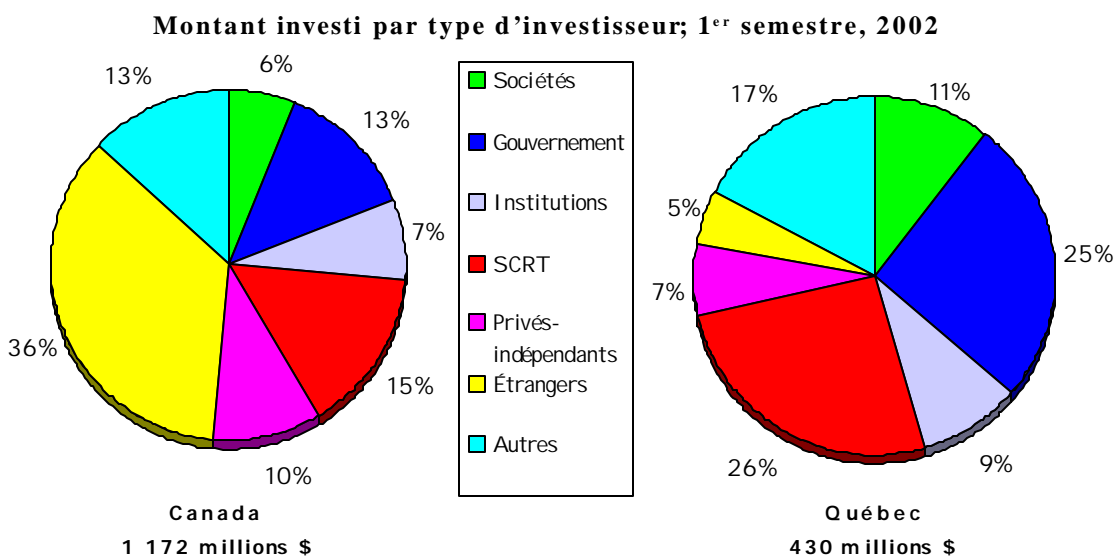
Une fois encore, la catégorie la plus importante dans ce groupe a été celle des démarrages avec 42 millions de dollars investis dans 33 compagnies québécoises, dont BioAxone Therapeutic. La moyenne inférieure des montants injectés dans les entreprises en début de croissance a joué un rôle important dans la réduction du capital investi – au 2^e trimestre cette moyenne a été de 1,2 million de dollars comparativement à 3,5 millions l'an dernier. Conséquemment, au Québec, l'activité chez les firmes en début de croissance au deuxième trimestre a été à tous points de vue inférieure à celle de la même période en 2001, alors que cette activité avait capté 204 millions de dollars.

Même si elles étaient moins nombreuses que les entreprises en début de croissance, les compagnies québécoises en expansion ont profité d'une somme beaucoup plus considérable des ressources de l'industrie. Au total, 31 transactions dans des entreprises en expansion ont absorbé 114 millions de dollars au deuxième trimestre, soit 59 % de l'ensemble des mises de fonds et plus que le double des 67 millions obtenus par de telles compagnies un an plus tôt. Parmi les entreprises en expansion bénéficiaires des transactions les plus importantes au deuxième trimestre se retrouvent Adaltis, Cynovad, Ecopia Biosciences et LAB International.

L'orientation par étape des placements au Québec entre avril et juin reflète en général les tendances qui se sont manifestées ailleurs au pays. Près de la moitié de toutes les compagnies financées par du capital de risque dans l'industrie canadienne étaient en début de croissance et elles ont capté 166 millions de dollars, soit 40 % des mises de fonds, pendant que moins de compagnies en expansion ont touché 206 millions, soit une part de 49 %, également à la hausse par rapport au 2^e trimestre 2001.

Les investisseurs québécois restreignent les mises de fonds au 2^e trimestre

En raison d'une prudence accrue et d'une plus grande conservation des ressources au deuxième trimestre, les joueurs de l'industrie québécoise ont ralenti uniformément leur rythme de placement de capital par rapport à la même période en 2001. Néanmoins, la grande diversité de la base québécoise de fonds et de groupes d'investisseurs locaux a, une fois encore, assuré une distribution assez égale de l'activité.



Les groupes investisseurs dominants au Québec ont été le Fonds de solidarité (FTQ) et d'autres SCRT; ils ont déboursé globalement 58 millions de dollars, soit 30 % de toutes les mises de fonds au 2^e trimestre; toutefois, ce montant était encore de 23 % inférieur aux 75 millions enregistrés par ces fonds il y a un an. Les autres joueurs de l'industrie québécoise ont également restreint leurs participations : les fonds publics et privés, avec 33 millions, suivis de CDP Capital et d'autres investisseurs institutionnels, avec 21 millions, et des fonds privés-indépendants, avec 8 millions de dollars.

La réduction notable du taux de participation étrangère dans les transactions canadiennes a manifestement joué un rôle déterminant dans le ralentissement de l'activité. En effet, les sources étrangères – constituées principalement de fonds américains de capital-risque et de groupes stratégiques intéressés aux communications et aux secteurs reliés à la TI – ont fourni 79 millions de dollars à l'échelle nationale, une baisse de 75 % par rapport aux 316 millions qu'on leur avait attribués à la même période l'an dernier. Cette tendance s'est également manifestée au Québec, les investisseurs étrangers n'ayant contribué que 3 millions de dollars au financement d'entreprises au 2^e trimestre, soit un affaissement beaucoup plus abrupt de 89 % en comparaison des 28 millions investis au 2^e trimestre de 2001.

Comme au Québec, le groupe investisseur dominant au pays a été les SCRT canadiennes, qui ont déboursé 84 millions de dollars, soit 20 % du total, suivies des fonds gouvernementaux avec 58 millions, des investisseurs institutionnels avec 45 millions, des fonds de sociétés avec 43 millions et des fonds privés-indépendants avec 39 millions de dollars.

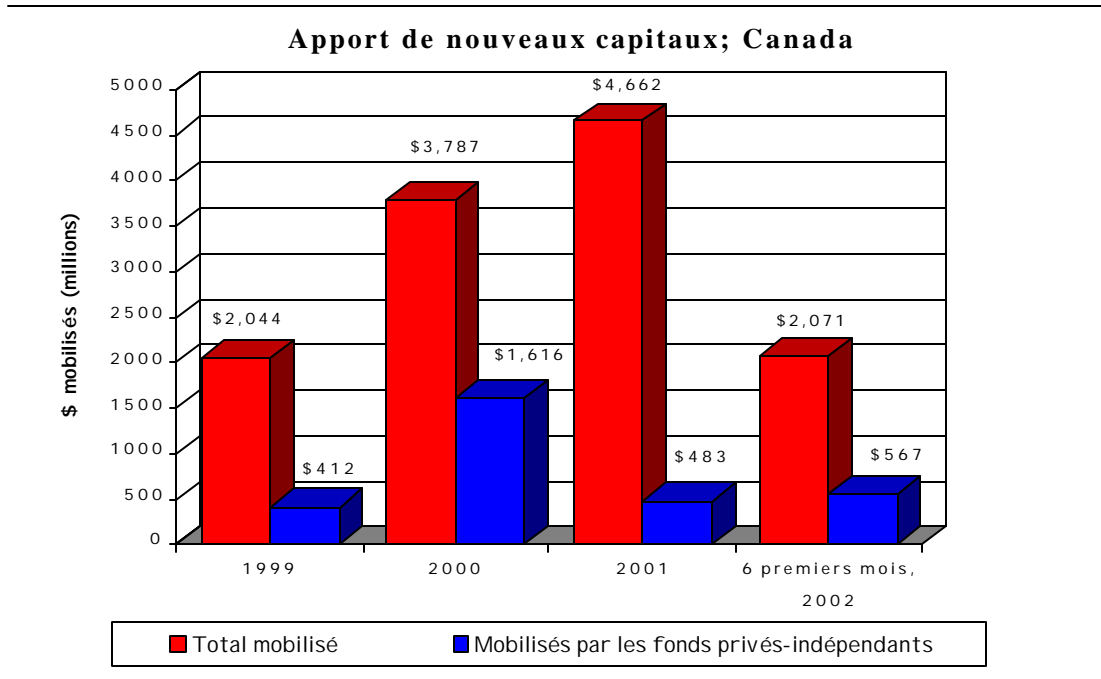
Hausse des fonds levés par les SC privées

Pendant que les sorties de fonds dans les industries canadienne et québécoise du capital de risque fléchissaient au 2^e trimestre, la mobilisation de fonds, elle, demeurait fort dynamique. En tout, le pool national s'est enrichi de 613 millions de dollars de nouveaux engagements de capital entre avril et juin, portant l'apport combiné des six premiers mois à un impressionnant montant de 2,1 milliards de dollars.

L'aspect le plus éloquent à ce titre jusqu'ici en 2002 a trait à l'augmentation marquée des nouveaux engagements aux sociétés en commandite (SC) gérées par des fonds privés-indépendants. Au 2^e trimestre, ces derniers, dont MDS Capital Corporation, ont mobilisé 352 millions de dollars. Lorsqu'on ajoute ce montant aux nouveaux fonds levés au 1^{er} trimestre, on constate que les fonds privés-indépendants ont amassé 567 millions de dollars en tout, soit 17 % de plus que les 483 millions mobilisés pendant toute l'année 2001.

Ces tendances revêtent une importance particulière au Québec, puisque plusieurs des fonds privés-indépendants qui ont réussi à mobiliser des fonds à ce jour, ont été des groupes nationaux ou locaux spécialisés exclusivement ou partiellement dans le domaine des sciences de la vie, tel MDS.

Le printemps 2002 a par ailleurs été témoin d'un événement marquant dans l'histoire de l'industrie canadienne suite à la création de deux fonds-de-fonds, instruments gérés professionnellement qui mettent en commun des actifs institutionnels et autres aux fins d'engagement subséquent. Le premier de ces fonds, le TD Capital Private Equity Investors de 270 millions de dollars US, ciblera divers fonds d'actions privés en Amérique du Nord et en Europe, tandis que le EdgeStone Capital Venture Fund of Funds de 200 millions de dollars ciblera des fonds de capital de risque canadiens.



Grâce à l'établissement des fonds-de-fonds de TD Capital et d'EdgeStone, des ressources supplémentaires pouvant atteindre 300 millions de dollars pourront également être accessibles aux SC privées dans un avenir rapproché.

De plus, les montants accrus affectés aux fonds gérés par le gouvernement, y compris les fonds assignés au Venture Capital Group de BDC, à Innovatech du Sud du Québec et à Innovatech Québec, ont contribué substantiellement à l'apport de fonds au 2^e trimestre.

À 255 millions de dollars, les sources gouvernementales ont été à l'origine du gros des nouveaux approvisionnements; elles sont suivies des fonds de pensions – surtout le Conseil de placement du RPC – avec 238 millions de dollars, et des corporations avec 108 millions de dollars.